

Le monde du livre

Numéro 146, été 2012

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/66624ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lettres québécoises inc.

ISSN

0382-084X (imprimé)

1923-239X (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

(2012). Le monde du livre. *Lettres québécoises*, (146), 65–65.

Le numérique à la BANQ

Le livre numérique poursuit sa percée à la Grande Bibliothèque. Dans un numéro antérieur, nous annoncions que la BANQ avait mis sur la liste des prêts plus de 60 000 titres pour les usagers. Ces livres étaient pour la plupart des titres d'œuvres européennes, canadiennes-anglaises ou états-uniennes. Les auteurs québécois sont dorénavant accessibles en format numérique. Il y a plus de trois mille titres présentement numérisés sur la plateforme nommée « Prêt numérique ». Tous les grands noms de notre littérature y sont. On annonce dans le même communiqué que la banque de titres québécois sera enrichie toutes les semaines dans tous les genres : romans, essais, romans pour la jeunesse, poésie, etc.

On sait que le prêt est biodégradable. Il s'efface de lui-même après vingt et un jours. La question qu'on peut se poser, et elle est loin d'être insignifiante : peut-il y avoir plus d'un emprunteur par titre en même temps étant donné que le livre numérique est reproductible à l'infini? Information prise auprès de la BANQ, cela n'est pas possible pour les livres qui sont soumis au droit d'auteur.

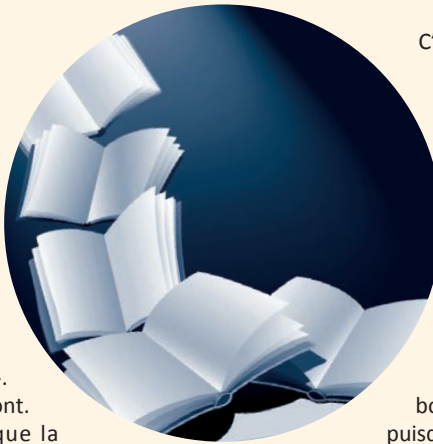
Si c'est une mauvaise nouvelle pour les usagers qui sont tenus d'attendre le retour du livre emprunté avant d'y avoir accès, c'est une très bonne nouvelle pour les éditeurs qui peuvent espérer qu'un livre numérisé soit acheté à plusieurs exemplaires pour satisfaire une clientèle avide de lire le livre en question dans les plus brefs délais. Merci à la BANQ de ne pas jouer le jeu de loi C-11.

Les éditions McClelland & Stewart vendues

Les lecteurs de *Lettres québécoises* ne connaissent peut-être pas tous l'éditeur McClelland & Stewart. Il s'agit de la maison canadienne la plus prestigieuse, elle qui a fait le pari, vers la fin des années quarante, de publier des auteurs canadiens alors que presque la totalité des livres vendus sur le marché venait de Londres ou des États-Unis. Le flamboyant Jack McClelland avait décidé de prendre le risque de publier des auteurs d'ici. La chance lui avait vraiment souri puisque parmi les auteurs sur lesquels il avait d'abord misé se trouvaient Hugh MacLennan (*Two Solitudes*), Gabrielle Roy (*Bonheur d'occasion / The Tin Flute*) W.O. Mitchell (*Who As Seen the Wind*) dont les ventes ont été absolument époustouflantes. Puis sont venus les Margaret Laurence, Margaret Atwood, Leonard Cohen, Farley Mowat, Mavis Gallant, Lucy Maud Montgomery, Alice Munro, Mordecai Richler, etc.

C'est en 2000 que le propriétaire Avie J. Bennett, un nationaliste canadien qui avait racheté la maison de Jack McClelland, avait fait don de la maison d'édition à l'Université de Toronto à hauteur de 50 %, l'autre part allant au groupe Bertelsmann propriétaire des maisons Random House, Vintage, Double Day et Knopf au Canada. Avie J. Bennett croyait que cette « structure ingénieuse mainten[drait] avec fierté l'indépendance de la maison et assure[rait] sa santé ».

Le conseil d'administration de la maison était donc composé de cinq membres de l'Université de Toronto et de deux membres du groupe Bertelsmann. Depuis la vente à Bertelsmann, tous les postes sont occupés par des employés du nouveau propriétaire.



C'est une perte assurément pour la littérature canadienne, qui voit le fleuron de son édition passer aux mains d'une multinationale. Autres temps, autres mœurs...

Financement de la culture : le débat est lancé

Dans *Le Devoir* du 26 janvier dernier, le Mouvement pour les arts et les lettres (MAL) réclame que le Conseil des arts et des lettres du Québec bonifie son budget. Le MAL juge que la situation l'exige puisque, en dollars constants, les artistes et organismes culturels y perdent au change d'année en année. L'exercice est facile à faire. Par exemple, les bourses d'écrivains n'ont pas cessé de diminuer en pourcentage par rapport à la demande. D'autre part, le MAL montre du doigt les politiques anticulturelles du gouvernement Harper dont les compressions financières sont devenues monnaie courante.

Au sujet du gouvernement fédéral, on se souvient que 22 millions de \$ ont été coupés en 2008 et il faut s'attendre à pire dans les mois à venir.

Le Mouvement pour les arts et les lettres a raison de s'inquiéter. La situation est devenue dramatique pour la reconnaissance des artistes sur les plans national et international. Pour sa part, la ministre de la Culture grimpe dans les rideaux : « [...] j'aimerais rectifier certains faits, car je ne peux m'empêcher, dit-elle, de réagir face à l'affirmation selon laquelle le Conseil des arts et des lettres (CALQ) a dix ans de rattrapage à faire. »

Et la ministre de mettre sur la table des chiffres qui sont tout de même convaincants : le CALQ a reçu, pour l'exercice 2012, 87,6 millions de dollars, une augmentation de 21,2 % depuis 2004. La ministre ne manque pas de signaler du même souffle que les organismes « ont connu une augmentation de 21 millions de dollars en dix ans, soit plus de 47 % ». Elle conclut : « [...] j'estime que les créateurs et l'ensemble du milieu culturel reçoivent un appui de taille de la part du gouvernement du Québec » en spécifiant que l'aide totale a progressé de 35,1 % depuis 2004.

Qui a raison, le MAL ou M^{me} Saint-Pierre ? Les deux, il faut croire, car il est vrai que le gouvernement du Québec fait des efforts pour venir en aide à la culture. Le problème vient du fédéral. Il est si criant que même Justin Trudeau a déclaré qu'il ne se reconnaissait plus dans ce Canada gouverné par des ultraconservateurs au point qu'il songeait à « faire du Québec un pays ». Même s'il est revenu sur ses déclarations, le constat de Justin Trudeau montre à quel point la culture est en danger sous le présent gouvernement.

L'affaire Roland Giguère

La future Maison des arts et des lettres d'Ahuntsic est plongée dans la tourmente. Des enseignants de l'école Sophie-Barat (d'Ahuntsic) ont proposé le nom de Roland Giguère. M^{me} De Courcy de la Commission scolaire de Montréal (CSDM), qui préside le comité, hésite parce que Roland Giguère s'est suicidé. Danièle Simpson, présidente de l'UNEQ, a pris fait et cause pour M. Giguère : « À ce compte, il faudrait débaptiser les prix Jutra, le pavillon Hubert-Aquin de l'UQAM et la salle Pauline-Julien », a-t-elle fait savoir par lettre à la CSDM. Le débat n'est pas réglé au moment où s'écrivent ces lignes. À suivre.